

Colloque scientifique

organisé par le « pôle ressource recherche de l'intervention sociale » (P2RIS)
en partenariat avec l'Université de Rouen et l'Association des Chercheurs des
Organismes de la Formation et de l'Intervention Sociales (ACOFIS)

Résumés des communications aux ateliers

La laïcité à l'épreuve des identités

Enjeux professionnels et pédagogiques
dans le champ social et éducatif

> Les 4 et 5 février 2016 à Rouen



**Le 4 février 2016 à
IRTS-IDS de Normandie
Route de Duclair
Allée de Flore
76380 Canteleu**

**et le 5 février 2016 à
ESPE de l'Académie de Rouen
2, rue du Tronquet
76130 Mont-Saint-Aignan**

> Contexte

La vague d'attentats commis en janvier 2015 par des jeunes français se réclamant de l'islamisme djihadiste a produit un fort sentiment d'angoisse et d'inquiétude. Ces violences terroristes ont aussi engendré de nombreuses questions politiques, identitaires, voire existentielles dans l'ensemble de la société française et particulièrement dans le monde social et éducatif. Les professionnels de l'action sociale et éducative, en effet, ont directement été interpellés par cette remise en cause brutale et sanglante de la liberté d'expression et de la laïcité. Dans ce contexte, l'objectif de ce colloque est alors d'interroger les enjeux actuels de la laïcité à partir des pratiques des professionnels du champ social et éducatif (travailleurs sociaux, enseignants, animateurs, médiateurs, acteurs associatifs, agents des collectivités publiques, etc.) qui, en tant qu'acteurs de la laïcité, font aujourd'hui face à sa remise en cause par l'intermédiaire, notamment, de manifestations et revendications identitaires.

Suite aux attentats de janvier, dans la pratique, comment les éducateurs, travailleurs sociaux et pédagogues doivent-ils interpréter ces violences et leurs conséquences, notamment le fait que de nombreux jeunes, dont beaucoup issus des quartiers populaires, aient refusé de respecter la minute de silence en hommage aux journalistes de Charlie Hebdo et aux clients d'un supermarché casher assassinés par les terroristes ? Ces professionnels doivent-ils réaffirmer la laïcité associée au « modèle d'intégration républicain » ou bien le réinventer en fonction de nouvelles réalités sociodémographiques et politiques ? Mais au-delà de ces questions concrètes et brûlantes, plus globalement, à quels types de situations et problèmes les intervenants sociaux et éducatifs sont-ils confrontés ? Comment ces situations interrogent-elles leurs pratiques, leur éthique et leur déontologie ? A quelles injonctions paradoxales et dilemmes sont-ils confrontés ? Comment s'y prennent-ils pour lutter contre les formes de hiérarchisation des victimes qui conduisent aux processus de stigmatisation, de mépris, de racisation et de déshumanisation ? Comment interviennent-ils pour combattre les phénomènes de séparation culturelle et communautaire ? Comment les professionnels sociaux et éducatifs agissent-ils pour prévenir les phénomènes de radicalisation, de violence religieuse et politique ? Outre un discours incantatoire ; « intégrez-vous ! », sur quelles ressources s'appuient-ils pour maintenir le lien social et faire société ? Face à la violence qui, comme le souligne Michel Wieviorka (2000), est souvent liée à un déficit d'estime de soi et de prise en compte de la dignité des personnes, les acteurs sociaux et éducatifs ont-ils la capacité à aider les jeunes à conflictualiser, voire à politiser leurs demandes sociales et culturelles, souvent non traitées politiquement ?

> **Jeudi 4 février 2016 - Matin**

Les pratiques pédagogiques dans le travail social

(COMMUNICATION ANNULÉE)

Décrisper la laïcité, ouvrir à l'interculturalité : un dialogue entre recherche et pédagogie

Bruno MICHON

Chargé de recherche, ESTES Strasbourg

Cette communication présentera le travail pédagogique effectué à l'ESTES autour des questions de laïcité, de faits religieux et d'interculturalité en formation initiale et continue. Ce travail est le fruit d'un dialogue entre un travail de recherche effectué dans le cadre d'un doctorat en sociologie et en sciences de l'éducation sur la culture religieuse des adolescents français et allemands et sur plusieurs dispositifs pédagogiques orientés vers les étudiants en travail social et les professionnels du secteur.

Nous proposerons dans un premier temps de revenir sur les acquis de ce travail de recherche ayant permis d'appréhender ce que la laïcité « fait » aux adolescents français du point de vue de leur représentation du religieux et particulièrement de l'islam. Ces considérations enrichies de l'expérience de formateur en travail social permettront de présenter le travail pédagogique effectué dans deux formations l'une en formation initiale auprès des étudiants de première année (éducateurs spécialisés et assistants de service social) et l'autre auprès de professionnels du secteur social.

L'objectif de ces formations est de sortir les étudiants des représentations de la laïcité, souvent caricaturales, qu'ils endossent et d'ouvrir à ce que Jean Baubérot nomme une « laïcité ouverte ».

Penser l'interculturalité pour faire vivre la laïcité

Anne MONSIMIER

Formatrice, IRTS Normandie (Caen)

Je suis formatrice depuis 8 ans dans le secteur social. J'anime un module « Interculturalité » d'une durée de 10h30 depuis 4 ans, à l'IRTS de Basse-Normandie. Les attentats de janvier 2015 ont profondément remis en question ma façon de concevoir ces cours. En quatre mois, j'ai déconstruit et repensé l'ensemble du module.

Les objectifs actuels tournent autour des enjeux suivants :

- dissocier la question de l'interculturalité et celle de la radicalisation car elles ne se recouvrent pas totalement, comprendre la laïcité à la française,
- repérer les enjeux du vivre ensemble,

- saisir les mécanismes de construction identitaire et les effets des préjugés et des discriminations sur cette dernière,
- repérer ses propres préjugés,
- aider les étudiants à construire une posture professionnelle leur permettant d'accompagner les personnes, quelles que soient leur nationalité, leur religion, sans connaissance préalable de leur culture.

J'ai dispensé ces contenus en mai 2015. Si les étudiants ont unanimement évalué positivement ces apports théoriques, des questions demeurent : les objectifs et contenus sont-ils pertinents au vu de la réalité sociale ? Ce module répond-il aux besoins des futurs travailleurs sociaux et aux enjeux du travail social ? Comment les jeunes professionnels du travail social vont-ils s'appropriier ces apports ? En tant que formatrice, comment prendre assez de recul sur mes propres opinions afin de ne pas biaiser le discours pédagogique ?

Prendre en compte les besoins spirituels de nos usagers du travail social, la laïcité en question ?

Fabien MOULIN

Professeur, Haute Ecole de Travail social, Sierre, Suisse

Dans le cadre de leurs fonctions, les travailleuses sociales et travailleurs sociaux (TS) sont censés aider les usagers de leurs services dans l'exercice de leurs droits fondamentaux. L'article 18 de la Déclaration universelle de Droits de l'Homme (ONU, 1948) stipule d'ailleurs que : « Toute personne a droit à (...) la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé. »

Comment les TS soutiennent-ils leurs bénéficiaires dans l'approche des questions spirituelles ? S'agit-il d'un devoir ? Existe-t-il un droit de réserve que les TS pourraient faire valoir afin de ne pas s'impliquer dans ces questions - qui relèveraient alors de la stricte sphère privée ? Les questions spirituelles seraient-elles le dernier tabou en travail social ?

Notre expérience de formation des TS en Valais nous pousse à thématiser cette question :

Définir plus précisément des notions de base comme laïcité, confession, religion et spiritualité.

Clarifier nos postulats anthropologiques.

Pour expliciter nos pratiques entre clandestinité, indifférence et prosélytisme, dégager des repères éthiques, discuter de points d'attention pour une réponse adéquate aux attentes spirituelles des usagers.

Dans le cadre de leur formation, les TS ont l'occasion questionner leurs propres convictions et d'expérimenter un échange autour des grandes questions spirituelles existentielles, notamment identité, origine, sens de la vie et rapport à la mort. Menés dans des conditions de sécurité affective particulières, ces cours leur permettent de se préparer à entendre les demandes formulées par les usagers et à imaginer des cadres institutionnels et éthiques favorable à leur prise en compte.

Formation et principe de laïcité - quel l'accompagnement pédagogique dans les écoles de formation aux métiers du social et du médico-social?

Catherine TAGLIONE et Ghislaine REHFUSS

IRTESS Bourgogne

Les établissements de formation accueillent avec et par les étudiants ainsi que les formateurs les questions qui traversent la société dont ils émanent. Ils ne peuvent échapper aux manifestations d'opinions et de convictions personnelles, aux questionnements et débats qu'elles suscitent.

En tant que formateur, que faire de l'expression des opinions et convictions des personnes en formation qui interviendront dans des espaces où elles devront être porteuses des principes qui fondent notre société dont participe la laïcité afin de les accompagner dans la construction de leur posture, de leur positionnement et de leur pratique professionnels ?

L'IRTESS de Bourgogne a été confronté à cette interrogation à diverses occasions.

Port de signes distinctifs, manifestation virulente d'opinions et de convictions, demandes particulières en lien avec l'affection des stages ont provoqué des débats, parfois des tensions, au sein des promotions comme entre les formateurs ou les personnes en formation et les formateurs.

Plusieurs directions sont retenues: dialogue pédagogique, accompagnement individuel, régulation collective, organisation de temps de réflexion et d'une journée d'étude sur l'intégration du principe de laïcité dans la pensée, l'élaboration et la conduite de l'intervention, rédaction d'un document-repère à destination des formateurs et des équipes pédagogiques afin de les soutenir dans l'accompagnement des personnes en formation.

Les pratiques d'intervention sociale

Protection de l'enfance et prévention de la radicalisation : pour une conception sécuritaire du risque de danger ?

Lionel CLARIANA

Educateur spécialisé et sociologue, Conseil départemental de l'Hérault

Le jeune et sa famille, socialement et économiquement désinsérés, étrangers ou descendants d'étrangers, s'imposent dans les années 1990 comme « problème public ». La présumée incapacité éducative et intégrative des parents serait à l'origine de troubles pour l'ordre social et public qui justifient l'intervention corrective des pouvoirs publics. Dans le même temps, les services de protection de l'enfance investissent les instances pluri-institutionnelles de traitement individuel ou collectif des comportements déviants, brouillant l'image émancipatrice de son action au profit d'une autre plus normative.

Suite aux attentats de janvier 2015, en s'appuyant sur une conception tronquée de la laïcité, un Conseil Départemental adresse une note à l'ensemble des lieux d'accueil de mineurs du territoire les associant à une logique de « prévention de la radicalisation ». A quelle conception du risque de danger cette association vient-elle répondre ? Qu'apporte-t-elle à la constitution d'un « problème musulman » qui affecte autant les usagers que les professionnels du champ ? Comment la neutralité statutaire des services publics peut-elle laisser place à une conception corrective ou répressive de la laïcité ? Ce sont les enjeux contextuels et structurels pour l'action sociale soulevés par cette note que nous nous proposons de déconstruire.

La laïcité au quotidien dans les quartiers populaires, entre indifférence et stigmatisation- Retour sur le dispositif du Baromètre des Quartiers.

Franck LEARD

Sociologue- IFTS Echirolles

Cette proposition s'appuie sur les travaux du Baromètre des Quartiers, dispositif d'études mis en place par La Métro, L'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise (AURG) et le laboratoire de Sociologie de l'Université Pierre Mendès France. Il a ainsi étudié de 2003 à 2013 plus de 40 quartiers de l'agglomération grenobloise pour mettre en lumière les principes locaux du vivre ensemble tout en cherchant à qualifier la nature des interactions entre habitants et les différentes institutions en présence sur le quartier ou la commune. Le Baromètre des Quartiers a pour vocation de prendre le « pouls » social de la vie du quartier en interrogeant de façon qualitative des habitants/commerçants et techniciens en présence pour cerner les problématiques du « vivre ensemble » dans des quartiers CUCS ou des quartiers peu connus des autorités en matière d'intervention publique. Ce dispositif a vu le jour suite aux élections des présidentielles de 2002 qui a vu une poussée du Front National et fait naître des inquiétudes quant aux motivations du revirement de la « banlieue rouge » de l'agglomération vers un vote frontiste. Si les raisons de cette réorientation du vote des classes populaires ont été étudiées de longue date par les politistes à l'échelle locale comme nationale, elles ne donnent pourtant qu'un aperçu limité d'un autre aspect de la mixité sociale et ethnique des quartiers, à savoir le vécu quotidien de la différence culturelle et le ressenti des populations face à des affirmations identitaires à vocation religieuse ou culturelle prononcées sur l'espace public, qu'il soit lié aux institutions de l'Etat où le principe de laïcité s'affirme (école, administrations etc.), ou sur l'espace a priori plus « neutre » de la rue ou des voies commerçantes.

Les interactions quotidiennes des habitants de quartier populaire laissent ainsi apparaître une décence et une réflexion que la présentation se propose de mettre en lumière. En effet, pris entre, d'un côté ; l'indifférence, la tolérance, l'acceptation voire même la défense ; et de l'autre côté, le rejet, la stigmatisation, la crainte ou l'agressivité envers les affirmations identitaires ostentatoires, le vécu quotidien des différences compose avec beaucoup plus de nuances et de

pragmatisme que la lecture égalitaire qu'en donne le seul principe républicain de laïcité. Considérée dans sa dimension quotidienne, la diversité culturelle se vit entre ses contraires et ses contradictions, ses tensions comme ses apaisements, sa « normalité » comme son étrangeté, entre les injonctions et évocations épisodiques aux principes de laïcité et un savoir vivre ensemble faits d'actes et d'attentions/indifférences. Ce vécu représente ainsi une somme de méthodes endogènes visant à réguler des interactions ordinaires qu'il est commode d'ethniciser ou de culturaliser à outrance dans le but d'orienter un discours à vocation idéologique. Il peut être utile pour le travailleur social de les comprendre pour analyser et les

La présentation s'efforcera ainsi, en outre de présenter le dispositif en question, de mettre l'accent sur ces pratiques de régulation ordinaire, issues d'une connaissance intuitive des règles fondamentales du vivre ensemble et qui remettent en cause, pour les professionnels du travail social, la référence unilatérale au principe républicain de laïcité, comme seul outil de penser les différences culturelles.

Prévention du radicalisme, l'injonction paradoxale ?

Limam WAJDI

Educateur spécialisé de formation, EHES

Les événements de Charlie Hebdo, et avant eux d'autres actes de terrorisme mettent en jeu, mettent en scène, des jeunes aux parcours complexes, très souvent passés par des foyers de la protection de l'enfance. De fait, même si cette donnée n'est pour le moment pas encore formalisée, elle demeure dans l'esprit de nombreux éducateurs agissant dans ces structures.

L'idée de prévention du radicalisme tel qu'elle est présentée par les pouvoirs publics ou les rares experts sur la question, ainsi que l'absence de littérature scientifique conséquente (en langue française) ou professionnelle sur cette question met les professionnels mal à l'aise. Donnant ainsi peu de matière à penser à des professionnels qui se retrouvent la plupart du temps isolés sur ce type de question, ne pouvant que mobiliser quelques repères théoriques et quelques observations issues du terrain.

Cette difficulté d'aborder la question de la prévention du radicalisme n'obéit elle pas à une forme d'injonction paradoxale. Celle d'accompagner, de soutenir et d'aider des jeunes, tout en devant repérer, voir signaler (au moins à sa hiérarchie) des comportements inadaptés, désormais trop vite catalogués comme « radicalisme » ?

Il s'agit donc pour nous en partant d'une pratique de terrain en tant qu'éducateur spécialisé dans un foyer de la protection de l'enfance, mais aussi en tant qu'étudiant et formateur, de présenter une enquête sur les représentations, les discours et les pratiques des professionnels travaillant dans des foyers, sur

le rapport à la question du radicalisme et de l'actualité de la laïcité dans des contextes où ce terme est de moins en moins abordé, car considéré comme une notion restrictive.

> Jeudi 4 février 2016 - Après-midi

Les pratiques institutionnelles

Des réflexions institutionnelles sur la laïcité à un positionnement politique sur le « vivre ensemble ». Histoire d'un cheminement associatif.

Emmanuelle PYSZ

Assistante sociale, association Les Nids

Christelle LECORDIER

psychologue, association Les Nids

L'association Les Nids, qui accompagne annuellement 5000 mineurs dans le cadre des politiques de protection de l'enfance est, comme nombre d'institutions éducatives, confrontée à des questionnements d'équipes liés à l'affirmation d'appartenances diverses, notamment religieuses et à des régimes de revendication d'une « différence » dont il s'agirait de permettre l'expression. Ces revendications, lorsqu'elles sont verbalisées, viennent questionner « l'ordre établi ». Cela est d'autant plus vrai pour les structures accueillant des jeunes en collectivité, les services qui interviennent à partir du domicile parental abordant le multiculturalisme en référence à la notion d'intérêt supérieur de l'enfant, pivot de toute intervention, ce qui déplace la question de la laïcité mais qui n'est pas sans questionner les normes éducatives. Aussi, qu'en est-il de l'intérêt supérieur lorsqu'il y a vie commune, collectif d'appartenance, même temporaire? Comment lire/interpréter cette demande sociale?

En tout premier lieu, nous pouvons considérer que l'expression d'une volonté de voir vivre ses propres convictions démontre la capacité de ces groupes ou individus à verbaliser une appartenance identitaire alors même que ces publics sont souvent décrits comme captifs d'actions ou de décisions qui leur échappent voire qui les gouvernent. En l'espèce, cette matière est intéressante puisqu'elle permet la parole et la conflictualité, source de tout compromis social.

La laïcité, difficile à penser uniformément sans réductionnisme pour une association comme la nôtre, a été réfléchi tout au long de 2015 dans le cadre de son Comité d'éthique, outil associatif devant servir d'aiguillon pour toute question dont la seule clinique institutionnelle ne peut suffisamment aider à la résolution de problématiques internes. Les travaux ont ainsi été privilégiés dans une approche renouvelée du « vivre ensemble », dans l'optique de la révision du projet associatif.

Ainsi, la laïcité telle que l'association a décidé de l'envisager ne se résume pas à un équilibre entre satisfaction d'intérêts personnels ou groupaux et refus d'actes prosélytes qui viendraient perturber le respect des opinions et consciences de chacun. Elle doit plutôt s'exprimer comme la congruence d'agirs dans un fait collectif vecteur d'émancipation et d'épanouissement. Le rôle des institutions éducatives n'est pas de censurer les expressions identitaires ni de s'abstenir de les questionner mais de les situer dans la perspective du «ici et maintenant»). Que viennent-ils interpellé? Que disent-ils ainsi de leur condition ? Comment rendre vivantes et explicites des règles communes lorsque l'on n'a pas choisi d'être là?

Les travaux du Comité national des avis déontologiques et éthiques sur la laïcité

Pierre BONJOUR

Coordianteur, Comité national des références déontologiques

Créé en 1996, le Comité national des avis déontologiques et éthiques, est de plus en plus sollicité par des acteurs sociaux concernant l'application du principe de laïcité dans les institutions.

Ces sollicitations témoignent des interrogations multiples des équipes, ainsi que des efforts entrepris pour tenter de résoudre les problèmes. Entre les postures des uns privilégiant les principes, au risque de l'inapplicabilité et les attitudes des autres cherchant plutôt des solutions pragmatiques au risque de l'impossibilité d'engager un débat de fond, nous élaborons des éclairages pour tenir compte de la singularité de chaque cas tout en généralisant une démarche reliant sans cesse finalités, droit et réalités fonctionnelles.

Le contexte sociopolitique pèse énormément dans les établissements et services, et la laïcité est devenue une question si sensible qu'il devient aujourd'hui difficile d'y réfléchir et de décider sereinement et en équipe ce qu'il convient de faire.

En revisitant les travaux menés depuis 20 ans, nous nous efforcerons de dégager l'évolution des problématiques, présentées ou non comme laïques, et ce qu'elles ont apporté à la réflexion déontologique et éthique au service des acteurs sociaux.

La laïcité à l'épreuve des identités.

Enjeux professionnels et pédagogiques dans le champ social, médico-social et éducatif.

Philippe CORMONT

Chargé des études et des analyses à l'Association Nationale des Directeurs de Missions Locales

Le réseau des Missions Locales qui reçoit chaque année plus d'1 million de jeunes de 16 à 25 ans bruisse des thèmes que vous évoquez. Les structures

ainsi que les personnels sont régulièrement confrontés aux questions de laïcité, de discrimination et de liberté d'expression.

Si auparavant ces tensions se résolvait - peu ou prou - dans les temps individuels d'entretien d'accompagnement, aujourd'hui la donne a changé. La mise en place de la Garantie Jeunes (et de l'IEJ) a généré la création de centaines de temps collectifs de plus d'un mois, animés par des personnels des Missions Locales. L'ampleur, la confusion médiatique voire politique de la laïcité ou de la liberté d'expression font échos voire déforment les préoccupations des publics et des personnels. Le réseau a ainsi élaboré divers outils à partir des remontées des Missions Locales pour pallier, au mieux, les difficultés rencontrées. Ainsi, cette année, une enquête a été élaboré auprès des directions et Présidents des Missions Locales, une journée nationale Laïcité et citoyenneté a été organisée (regroupant les Présidents et les directeurs), une autre sur la prévention de la radicalisation enfin, un module spécifique de formation construit à destination des salariés et des directions.

C'est pourquoi, nous vous proposons une communication portant sur le diagnostic des tensions au sein des Missions Locales dans un premier temps suivi d'une présentation des réponses apportées par le réseau et d'un échange avec la salle.

Le projet « La laïcité en questions » de la BnF : une démarche patrimoniale et citoyenne

Jérôme FRONTY

Chef du service de l'action pédagogique, Bibliothèque nationale de France

Présentation du projet pédagogique « La laïcité en questions » de la BnF

Faits religieux, représentations et pratiques sociales (session 1)

Enjeux des représentations sociales de l'Islam sur l'intervention des travailleurs sociaux : le cas suisse

Karine DARBELLAY

Professeure , Haute Ecole de Travail social, Sierre, Suisse

Même si le principe de laïcité s'implémente différemment dans le contexte suisse, la problématique de l'Islam et ses répercussions sur l'intervention sociale se pose dans les mêmes termes qu'en France. Les thématiques comme le port de la burqa et du niqab dans l'espace public, le port du voile islamique au travail

ou à l'école ou la construction de minarets scandent régulièrement l'espace public médiatique helvétique, même si la part des musulmans en Suisse reste minimale (env. 5%).

Notre étude met en évidence les représentations sociales de l'Islam en Suisse francophone. Pour ce faire, nous avons procédé à l'analyse de contenu de 1440 documents médiatiques et de groupes de discussion avec des acteurs qui affichent un positionnement différencié par rapport à la présence du religieux dans l'espace public. Ensuite, nous articulons nos résultats à une réflexion théorique sur la manière dont ces représentations influent, sont gérées, dans le quotidien de la pratique des travailleurs sociaux.

Nous montrons que les représentations de l'Islam sont construites dans une altérité négative par l'argument prédominant du sexisme perçu des musulmans. Partant de ce constat, nous interrogeons les divers modèles d'intervention interculturels en travail social (Bolzman, 2009). Dans quelle mesure, ces représentations sont partagées par les travailleurs sociaux ? En quoi les représentations de ces derniers influent sur l'intervention sociale (notamment en termes d'explication culturaliste) ?

Faits religieux : postures de jeunes, regards d'animateurs

Aude KERIVEL

Sociologue, Université du Luxembourg

Présentation d'une recherche en sociologie

L'objet de ce chapitre est d'aborder le fait religieux à partir du processus d'identification des jeunes qui expriment une identité de croyants. Dans un contexte social de débat sur la laïcité, notre objectif n'est pas de réinterroger une éventuelle diminution ou augmentation du phénomène, comme peuvent le faire certaines enquêtes, mais d'apporter un éclairage sur les différents signes d'expression d'une identité religieuse au moment du passage à l'âge adulte. En effet, ce qui est en jeu dans l'expression et la projection d'une identité religieuse ne peut être déconnecté des espaces de présentation de soi, à ce moment particulier qu'est la jeunesse. Notre analyse s'appuiera donc principalement sur les postures et les discours des jeunes.

Parmi les adultes côtoyés par les jeunes, les animateurs travaillant en maison de quartier et en centre de vacances nous semblent être des témoins privilégiés, parfois même des acteurs influençant ce processus de construction identitaire. En croisant observations, entretiens avec des jeunes, parfois à plusieurs moments de leur trajectoire, et avec des animateurs avec lesquels les jeunes ont pu être en interaction, nous pouvons retracer le sens d'un positionnement religieux dans leur parcours identitaire.

Les matériaux présentés ici proviennent de plusieurs « terrains ». L'interrogation de départ est le fruit d'observations participantes effectuées en tant qu'animatrice en maison de quartier et centre de vacances entre 1997 et 2008. Le recueil des discours est issu d'un travail de thèse menée entre 2005 et

2009, intitulée Jeunesses et respect dans une société fragmentée. Les questions de religion n'étaient pas le thème de cette thèse, mais les références d'un certain nombre de jeunes en ont fait un objet à part entière.

Certains enquêtés ont été réinterrogés, dans le cadre d'entretiens complémentaires en 2012-2013, afin de revenir sur cette période de leur vie et de mieux appréhender leur trajectoire. Les entretiens avec les animateurs ont été effectués en 2013 lors d'une enquête sur le fait religieux dans le champ de l'animation.

La conversion des jeunes Français à l'islam et leur discours sur la laïcité

Hamzi KHATEB

Doctorant en sociologie et science politique, Sciences Po, EHESS

En observant d'un point de vue historique la question des relations existant entre la France et l'islam, force est de constater que celles-ci se sont fondées, en premier lieu, sur des conflits. Cela explique l'émergence progressive d'une attitude hostile vis-à-vis de l'islam, caractérisée par une vision conflictuelle et une absence de volonté d'entrer « en contact ».

Aujourd'hui, ce conflit de fond a pris une nouvelle forme, marquée par des tensions réelles mais aussi conceptuelles et réflexives. Ces dernières touchent notamment le rapport noué par l'islam à la notion de laïcité, telle qu'actuellement en vigueur.

Dans la plupart des études portant sur l'islam en France, l'on constate que le sujet est le plus souvent abordé au prisme de la migration (un angle qui sera brièvement analysé dans notre travail). Mais pour éclaircir les tensions actuelles entre l'islam et la laïcité, notre présentation se propose d'aborder également les pratiques religieuses des Français musulmans convertis et d'analyser leur place dans la société française.

Dans ce cadre, j'exposerai la pratique de la religion islamique en France, en montrant que celle-ci n'est pas tant le fruit d'une importation des modèles d'islamités venus d'autres pays et engendrant un « choc des civilisations », mais qu'elle constitue plutôt une réalité propre à la France.

Pour ce faire, une analyse « interne » des Français convertis sera proposée, montrant que les individus concernés ne sont pas (ou pas toujours) issus de la population migrante, mais que cette question touche également des Français issus de par leurs origines, leur socialisation et leur éducation, de familles françaises. En précisant que ce constat s'appuiera sur une série d'entretiens ainsi que sur des travaux réalisés au cours de notre doctorat.

Dans un premier temps, sera décrite la manière dont ces personnes ont été mises en contact avec la religion islamique, puis la nature de leur conversion vis-à-vis de la société française laïque et sécularisée. Ce faisant, nous présenterons l'acte de conversion à l'islam effectué par ces convertis et les changements sous-jacents touchant leur mode de vie ainsi que leur personnalité et leurs relations avec leur entourage et leur identité. Plus globalement, sera analysée la manière particulière dont ces convertis intègrent l'islam en vue d'entamer un processus de socialisation, en prenant en considération la nature antagonique

de l'avant et de l'après conversion.

Enfin, nous verrons aussi ce que signifie pour ces individus, le fait d'« être musulman » vis-à-vis leur identité française. Et dans ce contexte, étudierons les modalités de la socialisation religieuse en montrant quelles sont les différences entre les identités venant avant/après la conversion.

En tout dernier lieu, nous aborderons la place de ces convertis dans l'Umma (soit la nation musulmane) mais aussi dans la société française, et déterminerons quelle est, pour ces personnes, « la priorité de l'appartenance ».

Les féminismes en dialogue au Québec : les diversités culturelles, religieuses et idéologiques au cœur des débats.

Michèle VATZ LAAROUSSI, Université de Sherbrooke (Québec)

Lilyane RACHÉDI, UQAM (Québec)

Javorka SARENAC-ZIVANOVIC, Université de Sherbrooke (Québec)

Nous présentons ici une recherche en cours au Québec (financement CRSH), mené avec une équipe multidisciplinaire, expérimentant la recherche action médiation, inclusive et participative, avec des femmes de différents groupes sociaux dont plusieurs vivent la stigmatisation et la marginalisation comme les femmes immigrantes, les femmes autochtones et les femmes musulmanes, pour aller vers la construction d'espaces de dialogue entre les femmes de toutes origines, cultures et religions, les intervenantes et les divers féminismes québécois. Né de la crise de la charte des valeurs et des questions liées à la laïcité, au Québec, en 2013-2014, (Vatz Laaroussi et Laaroussi, 2014; Vatz Laaroussi, 2014), ce projet permettra la production collective de nouveaux savoirs concernant le pluralisme des courants féministes au Québec et sur le plan international, et leurs possibles convergences. La mise en dialogue des femmes de différents groupes, courants et réseaux ouvrira sur l'émergence de projets et d'actions collectives articulés sur les intérêts communs de ces femmes. La méthodologie de médiation interculturelle (Vatz Laaroussi et Tadlaoui, 2014) est ici articulée avec un cadre d'analyse s'appuyant sur les théories de la sociologie critique et de l'intersectionnalité et nous expérimentons les possibilités de mise en action de ces théories avec les femmes et les groupes racisés et stigmatisés. Les questions de laïcité et d'identités collectives sont au cœur de ces débats. La communication permettra d'identifier les étapes de la démarche, ses enjeux et les obstacles rencontrés ainsi que les stratégies de recherche et d'action sociale visant à les dépasser. Ce projet s'inscrit dans le champ de la recherche action renouvelée en travail social et permettra des avancées théoriques sur les abords de la laïcité dans divers contextes nationaux.

> **Vendredi 5 février 2016**

Les pratiques pédagogiques dans le champ éducatif

(COMMUNICATION ANNULÉE)

Education et laïcité à la lumière de la révolution du jasmin : un retour vers le kouttab ?

Sofiane BOUHDIBA

Professeur de Démographie à l'Université de Tunis

Au Maghreb, l'enseignement a été pendant des siècles exclusivement fondé sur l'école coranique, le kouttab. Le but premier de cette institution était d'inculquer à l'enfant les connaissances de base nécessaires à une bonne maîtrise de l'Arabe, langue du Coran, ainsi qu'à une bonne connaissance des préceptes islamiques. La transmission du savoir au Maghreb reposait ainsi sur l'étude des fondements de l'Islam, en privilégiant les enseignements religieux, juridique et littéraire. Le Kouttab, école coranique, était de ce fait le lieu de fabrique du savoir.

C'est à l'étude de la représentation de cette forme de transmission du savoir que s'attachera ma communication, en prenant pour cadre la Tunisie. Par « savoir », entendons celui classiquement compris lorsque l'on évoque le système éducatif primaire, et qui consiste à apprendre à l'enfant à lire, compter et écrire. Quelle est aujourd'hui la représentation du kouttab et des ulama (savants-enseignants) dans la société tunisienne ? Ont-ils encore les moyens d'assurer un enseignement primaire de qualité ? Quelle est la réponse du kouttab face aux nouvelles techniques d'enseignement (Internet, cours informatisés, pédagogie moderne,...) ? La révolution du jasmin va-t-elle sonner le glas de la laïcité en Tunisie ? Cela signifierait-il un retour vers l'école coranique ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles je tenterai de trouver des éléments d'explication au cours de ma communication.

Pour cela, la réflexion s'articulera autour de trois parties : je rappellerai d'abord brièvement l'histoire de l'enseignement traditionnel et le rôle du kouttab en Tunisie. Ensuite, dans une deuxième partie, je montrerai comment cette forme millénaire de transmission du savoir a fortement perdu sa légitimité savante depuis la fin des mouvements indépendantistes. La dernière partie de ma communication montrera dans quelle mesure la révolution du jasmin pourrait permettre au kouttab de revenir aujourd'hui sur le devant de la scène, concurrençant même les formes d'enseignement laïques les plus modernes.

Sens de la laïcité chez les collégiens en contexte scolaire multiculturel et poids des choix pédagogiques

Nyambek Kanga-Mebenga Nnana

CURAPP Amiens, ATER Lille3 Charles de Gaulle

Si des travaux de recherche permettent d'opposer un regard sociologique aux phénomènes de violation du principe de la laïcité à l'école, notamment en récusant leur caractère proprement spirituel (Lorcerie et Geisser, 2011, Mabilon-Bonfils et Zoïa, 2014) et mettant en avant leurs liens avec les inégalités scolaires (Felouzis et al. 2005, Dhume et al., 2011), en revanche, l'on s'est peu penché sur le rapport à la laïcité en tant que principe forgé à l'école, pour en comprendre les modes d'interprétation et d'appropriation par les élèves. Soutenant le caractère central d'une telle perspective, la présente communication propose une réflexion sur le rapport des élèves à la laïcité en privilégiant l'entrée cognitive, autrement dit, en termes de rapport au savoir. Cette optique envisage en effet la laïcité à la fois comme savoir-objet, savoir-faire et savoir-être construits au cours de la socialisation scolaire. A la suite des recherches qui ont montré que tout processus d'acquisition des savoirs s'inscrit dans des rapports de savoirs (Charlot, Bautier et Rochex, 1992), nous analysons la construction du sens de la laïcité par des collégiens dans des contextes scolaires multiculturels, pour tenter d'en saisir les logiques propres. L'objectif est de mieux définir et faire apparaître les enjeux, puis de discuter des défis pédagogiques de l'éducation à la laïcité. Nous nous appuyons pour ce faire sur le croisement de données d'enquête portant sur des observations in situ et entretiens semi-directifs auprès d'une centaine de collégiens, les contenus d'enseignement et la réglementation scolaire sur la laïcité.

Remarques sur l'enseignement de la laïcité au lycée général, avant le nouvel enseignement EMC

Pascal RIGAUD

Enseignant en Sciences économiques et sociales

En partant de deux situations simples (chercher une définition de la laïcité pour la proposer aux élèves et s'interroger sur le sens du résultat d'un débat mené en classe), il me semble que les réponses actuelles du Ministère de l'Éducation nationale, pour louables et méritoires qu'elles soient, n'auront pas les effets escomptés parce qu'elles évitent un double questionnement :

- contre qui cette « mobilisation », cette nouvelle « réserve », ces nouveaux « combats » républicains sont-ils orientés ?
- les « valeurs de la République » sont-elles indépendantes de la population qui doit les porter ?

Il va s'en dire que je n'ai aucune réponse à ces questions. Ce « papier » est donc, comme son titre l'indique, une succession de remarques qui, je l'espère, aideront mieux à comprendre comment se vit la laïcité au XXI^e siècle.

La laïcité à l'épreuve des identités : un questionnement professionnel

Nadia LAMM

Professeur de philosophie, Université de Rouen

Résumé : Dans le contexte de la mondialisation économique et médiatique on assiste, dans le cadre de l'affaiblissement de l'autorité des Etats-nations, à une montée des ressentiments et à une guerre des identités les mettant aux prises de manière erratique et compromettant la paix à l'intérieur des sociétés comme entre elles. Cette situation se répercute à l'Ecole française dans la mise en cause croissante du socle des valeurs et des principes républicains dont la laïcité. Pourtant il serait possible, à condition de ne pas idéaliser le passé, d'envisager les implications de la laïcité pour engager des pédagogies pro-actives de l'estime de soi et des autres afin d'humaniser les demandes confuses de reconnaissance exprimées par les élèves en s'appuyant sur des savoirs scientifiques éprouvés et en faisant appel à l'esprit critique. Pour cela, encore faut-il sortir de l'illusion délétère d'une possibilité de refaire société en admettant l'injustice vis-à-vis des sous-groupes les plus vulnérables, notamment en négligeant de les accueillir explicitement dans ce que la République enseigne d'elle-même ; encore faut-il, de plus, assumer la violence symbolique consistant à imposer la laïcité comme limite structurante aux velléités de débordements des nouveaux-venus dans la République, comme des opposants de circonstance.

Faits religieux, représentations et pratiques sociales (session 2)

Diagnostic psychologique sur le malaise laïc français. Entre laïcité théorique et réalité de terrain : quel pont possible ?

Fanny BAUER-MOTTI

Psychologue, Psychanalyste, Docteur en Psychologie clinique et psychopathologie

La laïcité en France symbolise une valeur d'égalité et de fraternité. Au-delà des religions, un symbole des hommes dans leur similarité. En théorie. Sur le terrain, cette tentative de penser des religions qui se vivraient uniquement dans l'intimité d'une maison est une utopie et une non-prise en compte de ce qu'est l'individu dans ses mécanismes psychiques et dans sa construction identitaire. Dans ce pays qu'est la France, chaque individu porte en lui une identité culturelle. D'origine, d'histoire et d'Histoire. Si la société et ses institutions ne donnent pas un cadre à la connaissance et au savoir sur soi, chacun avec ses questions cherchera ses réponses. Ainsi notre société laïque a créé des cloisonnements entre chaque communauté. Pourquoi ? Parce que il y a une inégalité sur le terrain en terme de laïcité. Dans un pays au passé judéo-

chrétien, les musulmans français ne peuvent que ressentir et intégrer que leur système de croyance est pointé du doigt. Et quelque part il l'est parce que mal compris.

Les questions gouvernementales relatives au religieux, posées par les voix politiques et institutionnelles, ont mis en avant des questionnements autour du religieux sur une religion, tout en prétendant à une laïcité d'égalité. Le monde politique influe sur la représentation du moi, sur la structuration de chacun en terme d'identité, de soi face aux autres.

C'est à partir de ma pratique de psychologue, psychanalyste et Docteur en psychologie, à l'Île Maurice et aujourd'hui à Londres, mais aussi en tant que jeune chercheuse française dans la sphère de l'interculturalité, que je propose un diagnostic et une analyse de ce qui crée cette scissure entre un concept théorique, « la laïcité », et la réalité de terrain en France pour les musulmans de France ; mais aussi pour les autres communautés dans leur non-connaissance mutuelle. Je souhaite faire ce diagnostic à la lumière d'un autre système culturel, celui de l'Île Maurice, société multiculturelle qui a fait de la diversité la source d'un savoir commun.

Après les attentats de janvier 2015. Emotions en actes et fabrication d'une «identité républicaine flottante» chez les pentecôtistes et néo-pentecôtistes d'Ile-d-France

Pamela MILLET MOUITY

Doctorante en sociologie, CéSor-EHESS

Depuis une trentaine d'années, le protestantisme évangélique, par sa mouvance pentecôtiste connaît un «boom» dans les capitales européennes. Une prolifération d'églises engendrée en grande majorité par des migrants et leurs descendants issus d'Afrique subsaharienne, d'Haiti, d'Amérique Latine et des départements d'outre-mer. Avec les attentats meurtriers de janvier 2015, en l'espace d'une journée, les clivages doctrinaux et les tensions qui traversent ce «monde-croyant» se sont ébranlés. En effet, alors que le dimanche 11 janvier, des millions d'hommes et de femmes, citoyens et migrants, avançaient animés d'une même émotion positive vers la place de la République et «criaient» à l'unisson «Nous sommes Charlie», les pentecôtistes et néo-pentecôtistes se rassemblaient dans leurs lieux de culte, autour de leurs leaders charismatiques, pour prier pour le salut de «leurs enfants», le triomphe de la paix en France et le partage des valeurs de la République par toute personne vivant sur le sol français. Dans les quatre églises visitées ce dimanche, l'émotion était palpable, et les fidèles, issus pour la plupart des migrations mentionnées en amont, parfois ponctuellement, priaient main dans la main avec leurs voisins musulmans invités à l'occasion, et parfois, en les enlaçant, pleuraient et suppliaient Dieu ensemble pour qu'il vienne «transformer les cœurs de leurs enfants et délivrer la France de cet esprit de terrorisme». Cette communication à caractère ethnographique rendra compte aussi bien du caractère ponctuel des émotions que de la fabrication d'une unité «flottante». La communication se portera également sur la manière dont, autour d'un événement spécifique, le

temps d'une cérémonie culturelle, des acteurs sociaux, passant de l'angoisse à la compassion et vice-versa, par delà leurs clivages idéologiques, «ethniques» et religieux fabriquent ce que je qualifie d'«identité républicaine flottante».

***La mort des immigrants du Québec, un impensé symbolique de la laïcité ?
Des endeuillés témoignent...***

Lilyane RACHÉDI, École de travail social, Université du Québec à Montréal.
UQAM

Catherine MONTGOMERY, Département des communications sociales et
publiques, Université du Québec à Montréal. UQAM

Béatrice HALSOUET, Doctorante, département des sciences religieuses,
Université du Québec à Montréal. UQAM

Javorka SARENAC, travailleuse sociale, Sherbrooke

Cette communication est fondée sur une recherche ancrée en travail social et subventionnée par le Conseil canadien de la recherche en sciences humaines (Rachédi, et al., CRSH 2013-2016). Le sujet porte sur la mort et le deuil en contexte migratoire dans la société d'accueil dite laïque. L'objectif général est de mieux comprendre l'expérience de la mort et du deuil des immigrants installés au Québec. Des entrevues individuelles semi-dirigées avec des informateurs clés (n=14) et des personnes immigrantes endeuillées (n=21) provenant de divers pays et affiliées à des religions diverses ont été réalisées. Les résultats montrent que les stratégies d'adaptation des pratiques rituelles funéraires entourant la mort et le deuil des personnes rencontrées doivent prendre en compte les lois promulguées quant au traitement du cadavre et au contexte juridique héritier de la tradition chrétienne et ce, malgré une laïcité affichée. Ainsi, ces stratégies d'adaptation des endeuillés semblent suivre trois scénarios: Transformer et renoncer à certaines pratiques rituelles; Inventer des « nouvelles » pratiques rituelles; Demander la reconnaissance formelle de certaines pratiques. Ces résultats s'inscrivent dans les nouveaux défis de la laïcité par rapport à la mort des immigrants, mais aussi en termes de pratiques professionnelles. Finalement, on constatera que l'événement de la mort représente un impensé symbolique de la laïcité. Cette dernière semble alors davantage faire figure de chimère...

www.p2ris-haute-normandie.fr